

Marché de prestations intellectuelles

Réhabilitation-extension du palais de justice de Perpignan

Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Octobre 2024

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)
Valant pour CCTP & CCAP

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES	3
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 : DEFINITION DES PARTIES	9
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	11
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE	11
ARTICLE 5 : CONTENU DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 6 : MODALITES D’INTERVENTION	20
ARTICLE 7 : DELAI ET PENALITES	25
CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS	29
ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHE	29
CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT	29
ARTICLE 9 : PRIX	29
ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT	31
CHAPITRE IV : DIVERS	33
ARTICLE 11 : ASSURANCES	33
ARTICLE 12 : ARRET DE L’EXECUTION DU MARCHE	34
ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE	34
ARTICLE 14 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	34
ARTICLE 15 : EXCLUSIVITE – CONFLITS D’INTERETS	35
ARTICLE 16 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU TITRE DU DETACHEMENT DES SALARIES	35
ARTICLE 17 : DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE ET AUX TRAVAILLEURS DETACHES	35
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	36

CHAPITRE I : GENERALITES

Le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs (S.P.S.) relative aux à l'opération de réhabilitation et extension du palais de justice de Perpignan (66), actuellement bâtiment ERP de type L, W de catégorie 2 (au sens de la réglementation incendie).

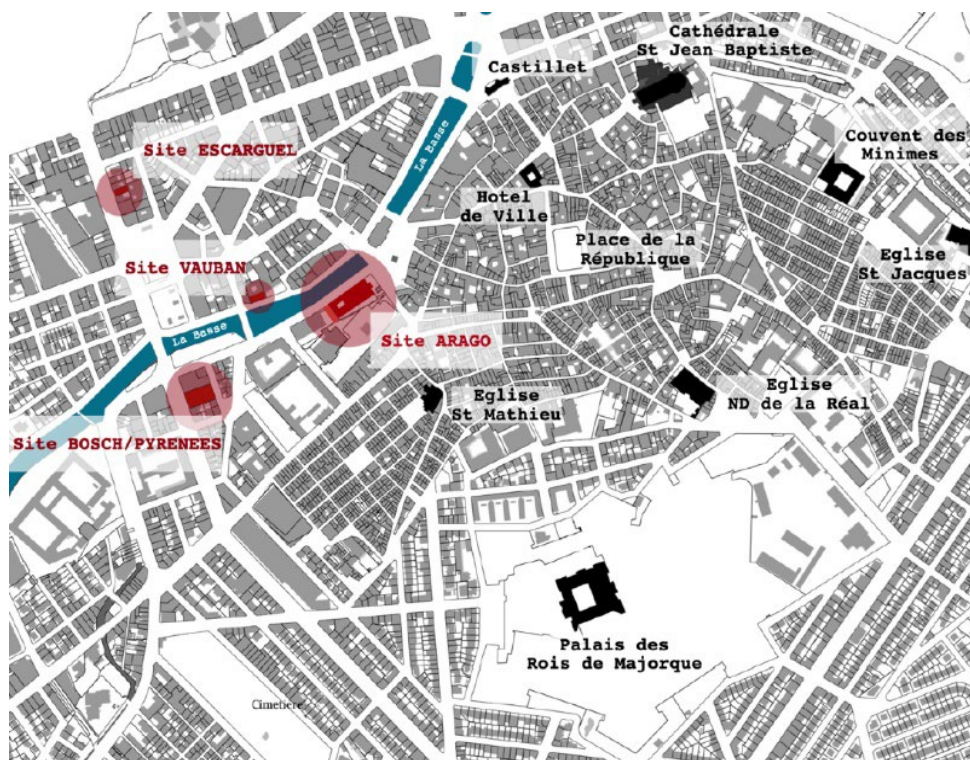
ARTICLE 1 : Objet du marché

1.1. Présentation de l'opération

1.1.1. Site et projet

Les différentes juridictions sont aujourd'hui implantées sur quatre différents sites, comme le montre la carte ci-dessous.

L'opération consiste à effectuer la réhabilitation et l'extension de l'actuel Tribunal Judiciaire de Perpignan, le Palais Arago, destiné à regrouper sur un même site la Cour d'Assises, la Cour criminelle départementale et le Tribunal Judiciaire au sein d'un nouveau Palais de Justice situé Place Arago, dans le secteur « Saint-Mathieu » du centre historique de la ville.



Source : Atelier Fridé, synthèse architecturale, 2020

Ce projet a pour but de rationaliser les implantations, de répondre à la saturation des équipements existants et de remédier à la forte dégradation du bâtiment Arago.

Construit en 1866 par l'architecte Jules Vignol, le bâtiment fait l'objet d'une protection partielle au titre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur, les façades et les toitures sont inscrites à l'inventaire par arrêté du 6 février 1996. La révision du PSMV a été approuvée par arrêté préfectoral le 4 juillet 2019.

À ce jour, il est envisagé la réhabilitation du palais Arago et la réalisation d'une extension neuve soit environ 3 300 m² SDP réhabilités et 11 200 m² SDP de construction neuve, pour une SDP globale d'environ 14 500 m². Le projet comportera des espaces publics (salles d'audience, salle des pas perdus, ...), des espaces sécurisés (geôles, ...), des espaces tertiaires et des espaces logistiques.

Le concours d'architecture a été lancé en septembre 2023, et remporté par un groupement dont le mandataire est l'agence d'architecture Vincent Parreira (AAVP). La notification du marché de maîtrise d'œuvre est prévue pour le quatrième trimestre 2024.

1.1.2. Présentation de l'emprise du projet

L'emprise du projet de réhabilitation-extension du palais de justice Arago est située en cœur de ville, à immédiate proximité du centre ancien. Elle est constituée de l'emprise du Tribunal existant à réhabiliter et d'une extension sur le parking Arago attenant au tribunal.



Périmètre du palais ARAGO



Périmètre de l'extension

Source : APIJ, 2020

L'emprise du projet forme un ensemble d'environ 12 000 m². Il est composé :

- Des parcelles accueillant l'actuel tribunal cadastrées AL195, AL381 et AL380 ;
- Des parcelles du parking appartenant à la ville qui sera cédée pour la construction du Tribunal, cadastrées AL472, AL378, AL379 et AL369 ;
- De la parcelle accueillant d'anciens toilettes publiques qui sera elle aussi cédée pour la construction du Tribunal, cadastrée AL194 ;
- De la parcelle accueillant l'ancien office de Tourisme racheté par le ministère de la Justice pour l'extension du Tribunal, cadastrée AL442 ;
- Des parcelles appartenant au ministère de la justice sur le site de la Basse cadastrées BP109, BP93 et BP92.

Les caractéristiques principales au regard de la présente mission sont :

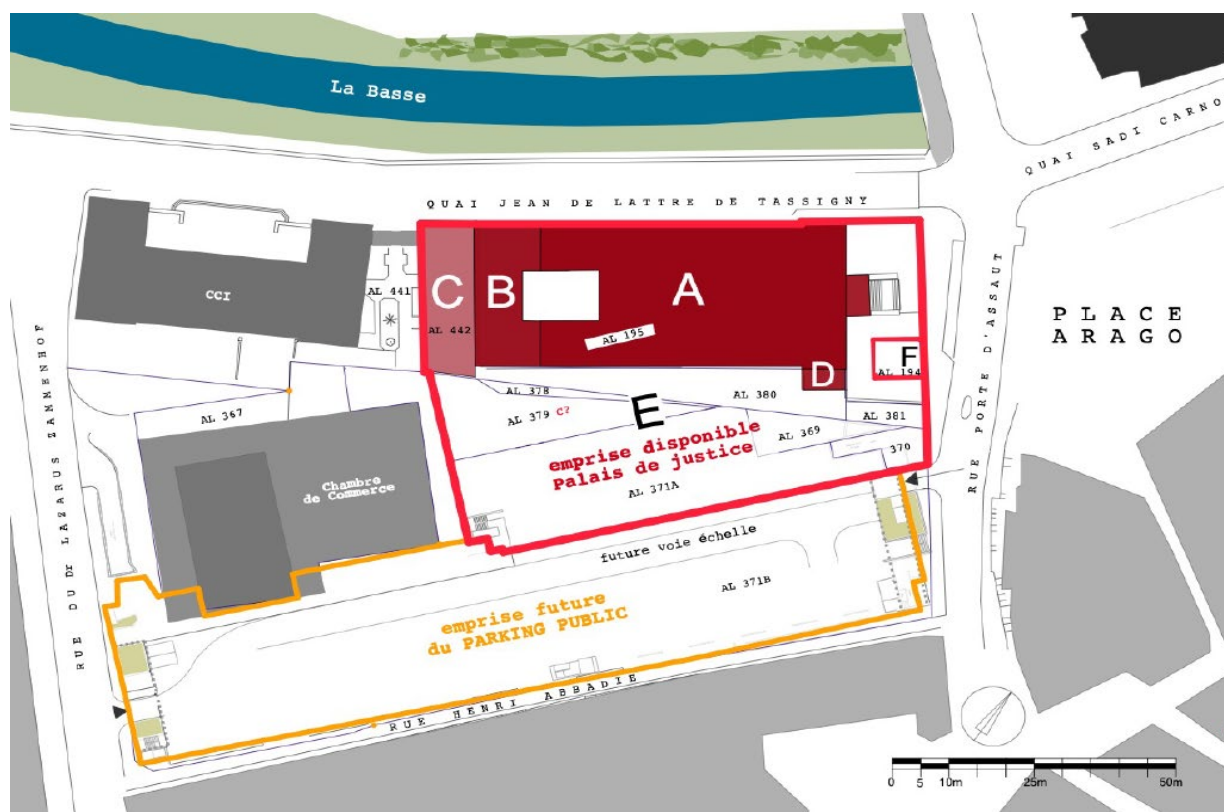
- Un périmètre de projet situé en centre-ville dense, dans le site patrimonial remarquable ;
- Un palais de justice existant répertorié comme bâtiment d'intérêt patrimonial et protégé au titre du plan de sauvegarde et de mise en valeur de la ville de Perpignan.

1.1.3. Présentation du site

Le palais Arago constitue environ 2 711 m² de surfaces utiles.

Palais de justice existant	Surfaces utiles indicatives	Configuration du bâtiment
RDC bas	691 m ²	Bâtiment R+2 avec 2 demi-niveaux et 2 locaux en sous-sol Cour pour accès des fourgons détenus et cour intérieure
RDC haut	1042 m ²	
R + 1 bas	709 m ²	
R + 1 haut	189 m ²	
R + 2	80 m ²	
TOTAL	2 711 m ²	

Le palais Arago est composé du bâtiment principal (A), une extension des années 60 (B), l'ancienne office de tourisme en arrêté de péril (C) et deux annexes annexes (D maison des avocats, F toilettes publiques hors service). Le projet prévoit une réhabilitation du palais Arago plus une extension sur un terrain mitoyen (E) d'environ 1 800 m², comme indiqué dans le schéma ci-dessous.



Photos site Arago, source APIJ



Façade principale du palais Arago avec entrée du parking Arago sur la rue Porte d'Assaut



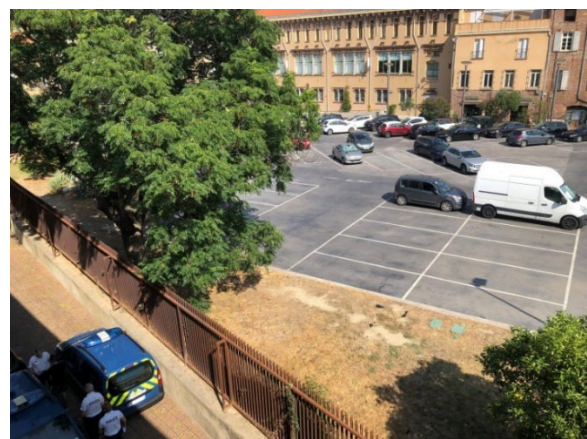
Salle des pas perdus



Salle d'Assises



Façade sud, accès aus SAS fourgon



Vue du parking Arago depuis le palais Arago

Plan cadastral du palais Arago et périmètre de l'extension :



1.1.4. Evolution du site

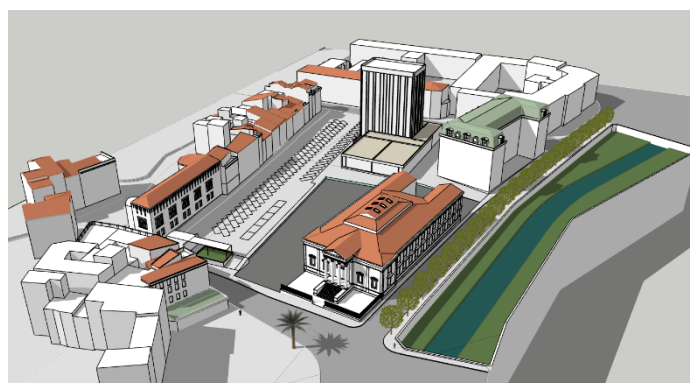
Le regroupement des juridictions et les évolutions des effectifs à horizon 2040 permettent d'estimer un besoin en surfaces complémentaires d'environ 11 200m² SDP en extension du palais de justice existant. Parallèlement, il est prévu la réhabilitation lourde des 3 300 m² SDP du palais de justice.

Le site d'extension du palais de justice couvre une surface au sol d'environ 1800m², figurée ci-dessus. La structure du parking actuel sera divisée par la ville et ensuite démolie par l'APIJ dans le cadre des travaux d'extension conduits par l'APIJ.

Le programme global de regroupement des juridictions prévoit 257 effectifs permanents avec 322 postes de travail avec un besoin théorique en surface utile de 8000 m².



Maquette du site figurant le corps de bâtiment historique conservé et l'emprise d'extension dégagée suite à la démolition des ailes postérieures



La continuité du service judiciaire constitue un impératif absolu du projet. Il a par conséquent été retenu le principe de travaux en site libre avec la construction d'un palais provisoire pour les utilisateurs le temps des travaux. La Palais de Justice provisoire ne fait pas partie du périmètre de ce marché, il est construit sur un site près des jardins de la Basse en périphérie du centre-ville.

1.1.5. Cadre contractuel du marché de maîtrise d'œuvre

L'opération sera menée selon une procédure type « Loi MOP ». Le projet sera développé en BIM.

Le contrat de maîtrise d'œuvre aura une durée prévisionnelle de 78 mois, dont environ 32 mois de travaux hors OPR et 14 mois de garantie de parfait achèvement.

1.1.6. Cadre contractuel du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé une mise en concurrence des entreprises travaux sur la base des études de projet. La dévolution des travaux est prévue sous la forme d'un marché attribué à une entreprise générale. Selon le projet de l'architecte, une entreprise « travaux » différente pourrait se voir confier la démolition et le curage préalable des bâtiments existants.

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du ou des titulaires des marchés de travaux.

1.2. Missions confiées au coordonnateur SPS

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1ère catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail.

Le marché comprend :

- l'analyse de la mise à jour de l'esquisse du projet pendant la phase diagnostic (DIAG);
- la détermination des modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants et ouverture du registre journal de coordination ;
- l'analyse des documents élaborés au cours de la conception (AVPS, AVPD, DCE, PRO, autorisations administratives, ...), et l'analyse des offres des entreprises de travaux ;
- la fourniture du PGCSPS, du cadre du DIUO, du règlement du CISSCT ;
- l'avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE) ;
- le suivi des phases de réalisation : la préparation de chantier incluant la constitution du CISSCT, l'inspection commune initiale, la déclaration préalable, les travaux (analyse des documents d'exécution, participation aux réunions de chantier, visites, mise à jour du RJC et du PGCSPS, présidence du CISSCT, contrôles périodiques, etc.), et la période de parfait achèvement.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

Le coordonnateur SPS intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages (y compris VRD, voie d'accès) jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongée.

1.3. Principes d'intervention du coordonnateur sécurité et prévention de la santé

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.4531-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leurs incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur SPS devra montrer sa capacité à anticiper et à être un acteur dynamique de l'opération par sa connaissance du dossier et de ses modalités de réalisation

ARTICLE 2 : Définition des parties

2.1. Maître d'Ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'APIJ. Il est usuellement appelé « maître d'ouvrage » ou « pouvoir adjudicateur ».

Afin d'assurer une bonne coordination sur le projet du maître d'ouvrage, celui-ci est représenté par un chef de projet et/ou un directeur de programme.

Le maître d'ouvrage est domicilié en son siège social situé en Ile-de-France, actuellement au Kremlin-Bicêtre.

2.2. Maître d'œuvre

Les missions prévues au marché de maîtrise d'œuvre consistent en des missions de base, assorties de missions complémentaires, telles que définies par les articles R.2431-1 à R2431-23 du code de la commande publique.

Missions de base :

- Etudes de diagnostic pour la partie réhabilitation et études d'esquisse pour l'ensemble. Cet élément de mission sera appelé études de diagnostic (DIAG) pour plus de commodités.
- études d'avant-projet sommaire (AVPS) ;
- études d'avant-projet définitif (AVPD) Les dossiers d'autorisations d'urbanisme et administratives seront remis au cours de cet élément de mission ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- études de projet (PRO) ;
- examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa; participation aux travaux de la cellule de synthèse (VISA) ;
- direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Le contenu de chaque phase technique est détaillé dans l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le contenu des études d'exécution (EXE) sera à la charge des titulaires du marché de travaux.

En outre, le maître d'œuvre a la charge pendant les phases d'étude et de travaux des missions complémentaires suivantes, décrites au CCTP de son marché :

- mission de coordination SSI (SSI), définie dans la norme NF S 61-931 ;
- mission d'accompagnement à la définition, au choix et à l'implantation du mobilier non fixe (MOB) ;
- mission d'élaboration et de suivi des travaux du système de signalétique-information (SIGN) ;
- mission de réalisation de la maquette BIM et BIM Management (BIM) ;
- mission relative à la préparation de l'exploitation et de la maintenance (E-M) ;
- mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

2.3. Conducteur d'opération

Le maître d'Ouvrage se fera assister par un conducteur d'opération qui sera désigné ultérieurement.

2.4. Agent de commissionnement

Le maître d'ouvrage se fera assister par un agent de commissionnement en charge également d'élaborer les contrats d'exploitation-maintenance.

L'agent de commissionnement sera chargé de suivre l'ensemble des tâches à mener pour assurer la bonne conception et mise en œuvre d'une installation neuve qui atteigne le niveau des performances contractuelles définies dans le programme de l'opération et créer les conditions pour les maintenir.

Le processus de commissionnement vise les objectifs suivants :

- Vérifier que la conception soit conforme aux exigences du programme, du point de vue des performances contractuelles ;
- Vérifier que les équipements, les systèmes, les automatismes et la GTB éventuelle soient correctement paramétrés et réglés ;
- Vérifier et documenter la performance des équipements et des systèmes conformément à la réalisation ;
- Vérifier que le personnel d'exploitation et de maintenance soit formé de façon adéquate, afin d'être en mesure d'opérer et d'entretenir le bâtiment de façon optimale.

2.5. Contrôleur technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Le maître d'ouvrage va donc désigner un contrôleur technique qui interviendra pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée.

2.6. Autres intervenants

Le maître d'ouvrage pourra se faire assister, en tant que de besoin, de bureaux d'études particuliers intervenants, à titre d'exemple, sur le BIM, la sûreté, la géotechnique, les assurances, etc.

2.7. Titulaire

Le titulaire est défini à l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter le personnel prévu dans sa proposition tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation.

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P. Il respectera les modalités de changement d'intervenant détaillées à l'article 6.2.1 du présent CCP.

En cas de changement de la personne physique responsable du contrôle de l'opération et par dérogation à l'article 3.4.3. du CCAG-PI, le titulaire propose au Maître d'Ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'accord du Maître d'Ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement finalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur adressée au titulaire.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus, pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le Maître d'Ouvrage récusé également ce remplacement, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour le remplacer ou lui succéder.

ARTICLE 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement, référencé "AE" dénommé ci-après et dans les autres pièces du marché « acte d'engagement »,
- le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- la décomposition du prix global et forfaitaire par mission et par cotraitants (DPGF), qui n'aura de valeur contractuelle que pour les prix unitaires servant à la rémunération de prestations modificatives ou supplémentaires.
- le mémoire technique remis par le titulaire dans son offre, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences du CCP.

3.2. Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les documents techniques et réglementaires applicables à l'opération.

ARTICLE 4 : Obligations de confidentialité – Mesures de sécurité

4.1. Obligations de confidentialité

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de discrétion concernant tous les documents qui lui seront communiqués au cours de l'exécution du marché.

Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;

- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf instruction contraire du MOA ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 7 du présent CCP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

4.2. Mesures de sécurité

Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite, sauf autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

ARTICLE 5 : Contenu des prestations

5.1. Phase conception

5.1.1. Avis sur l'esquisse (diagnostic)

Une fois la mise à jour de l'esquisse réalisée par la MOE pendant la phase DIAG, le coordonnateur S.P.S. réalise une analyse complète de cette dernière, du point de vue de la sécurité et la protection de la santé des travailleurs, des modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages et le cas échéant des modalités d'intervention en site occupé ; il remet son rapport au Maître de l'ouvrage et lui signale les informations manquantes ou imprécises qui lui seraient utiles ou nécessaires ;

Le coordonnateur S.P.S propose également les modifications et ajustements portant sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ainsi que les modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages. Il participe à une réunion de mise au point avec le MOE dans les locaux de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre. Il analyse les documents mis à jour remis par le MOE afin de vérifier que les modifications actées lors de la phase de mise au point ont bien été prise en compte.

5.1.2. Modalités pratiques de coopération

Après la notification du marché, le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission. Le délai de fourniture au maître d'ouvrage de ce document est précisé à l'article 7 du présent CCP.

Sur la base de ces propositions, le maître d'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération et les diffuse à l'ensemble des intervenants de l'opération.

5.1.3. Ouverture du Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément à l'article R.4532-12 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles,
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R.4532-38 du Code du Travail.

5.1.4. Avis sur les documents d'étude en AVPS, AVPD, PRO

Le coordonnateur SPS formule un avis écrit au maître d'ouvrage sur les documents d'étude. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail, tant sur les interventions prévues pendant les travaux que sur les interventions ultérieures sur les ouvrages telles qu'elles résultent de la conception du maître d'œuvre. Ce dernier point fera l'objet d'une attention toute spécifique du coordonnateur SPS, et son analyse remise à chaque phase de conception devra être sur ce point particulièrement détaillée, en fonction du niveau d'avancement des études.

5.1.5. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le titulaire du marché doit établir un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le cadre du PGCSPS est défini par l'article R.4532-44 du Code du Travail.

Le PGCSPS comportera les mesures de protections collectives à mettre en œuvre.

Le PGCSPS porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 du Code du Travail relatifs aux Voies et Réseaux Divers (VRD) du chantier.

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution des études et des travaux. Il en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

5.1.6. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le titulaire du marché doit établir un Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O).

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 et 96 du Code du travail.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, en collaboration avec le maître d'œuvre chargé de la mise en place de l'exploitation et de la maintenance.

Le DIUO a pour objet de préconiser l'ensemble des précautions à prendre en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage par nature de travaux.

Il comporte notamment les dispositions prises pour :

- le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R.4214-2 ;
- l'accès en couverture et notamment :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - les chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes ;
- faciliter l'entretien des façades et, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- faciliter les travaux d'entretien intérieur et notamment pour :
 - le ravalement des halls de grandes hauteurs ;
 - les accès aux cabines d'ascenseurs ;
 - les accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire ;

Il indique également les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien lorsque ces locaux ont été aménagés à cet effet.

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le D.I.U.O. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

5.1.7. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) :

Il est constitué et organisé en application de l'article L.4532-10 et des articles R.4532-77 à R.4532-94 du Code du Travail.

Le coordonnateur S.P.S. élabore le projet de règlement du collège et le remet concomitamment au PGCSPS.

Ce document est joint au PGCSPS.

5.1.8. Consultation des entreprises

5.1.8.1. Elaboration du DCE

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier à intégrer par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage dans les pièces du DCE et en particulier :

- les éléments qui figureront dans les pièces écrites afin de définir avec le maître d'œuvre les conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues),
- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations du titulaire du marché de travaux, et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs ;

- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

5.1.8.2. Analyse des offres des entreprises

Le coordonnateur S.P.S. participe à l'analyse des offres (4 offres), effectuée par le maître d'œuvre, sur les volets de Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

A l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage. Il signale au maître d'ouvrage, les informations manquantes ou imprécises qui lui seraient utiles ou nécessaire

Il propose également les modifications et ajustements portant sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ainsi que les modalités d'intervention ultérieure sur les ouvrages. Il participe à une réunion de mise au point avec l'entreprise, dans les locaux de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre. Il analyse les documents mis à jour remis par le groupement afin de vérifier que les modifications actées lors de la phase de mise au point ont bien été prise en compte.

5.2. Phase préparation du chantier

5.2.1. Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation

Le cas échéant, le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, au coordonnateur en phase de réalisation désigné pour lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il doit établir pour cela un procès-verbal dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS en phase de réalisation accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

5.2.2. Missions du CSPS

Pendant la phase préparatoire du chantier, le coordonnateur SPS :

- tient le registre-journal de la coordination ;
- transmet le plan général de coordination (PGC) à tous les intervenants ;
- adapte le PGC à l'installation de chantier proposée par chaque entreprise et acceptée par l'entreprise générale et au calendrier de travaux définitifs notifié par ordre de service aux entreprises ;
- harmonise le PGC en fonction des Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- collecte les PPSPS de l'ensemble des entreprises présentes sur le site ; celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur SPS qui vise le document accepté et formule ses remarques par écrit (Code du travail, art. R.4532-48) ;
- diffuse les PPSPS des entreprises chargées des prestations de gros œuvre aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site.

5.2.3. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) :

Le coordonnateur S.P.S. doit proposer au Maître de l'Ouvrage la constitution du C.I.S.S.C.T. dans un délai précisé à l'article 7 du présent CCP, ainsi que toute modification ultérieure.

Le coordonnateur SPS devra assurer la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R. 4532-80 à R. 4532-90 du Code du Travail.

Le président du collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

(O.P.P.B.T.P.) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

5.2.4. Coordination des activités - Inspection commune de chantier

Le coordonnateur S.P.S. doit organiser entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit, notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Il est précisé que cette inspection commune ne peut avoir lieu avant que le maître d'ouvrage n'ait accepté le sous-traitant, et il revient au coordonnateur SPS de vérifier ce point auprès du maître de l'ouvrage.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

5.2.5. Déclaration préalable

Le coordonnateur SPS doit assister le maître d'ouvrage dans la rédaction de la déclaration préalable.

Il recueille auprès des différents partenaires l'ensemble des informations et fournit au Maître de l'Ouvrage, pour transmission à l'inspecteur du travail et aux organismes visés à l'article L.4532-1 du code du travail, la déclaration préalable. Cette déclaration, en application de l'article R.4532-3 du même code, doit être adressée avant le début des travaux.

5.2.6. Mise à jour du DIUO

Après la période de préparation, le coordonnateur SPS doit communiquer au maître d'ouvrage le cadre du DIUO renseigné par les entreprises avec les premières informations qu'elles ont fournies.

5.3. Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Le coordonnateur SPS doit analyser tout document d'exécution, et remettre ses observations écrites au maître d'ouvrage.

Il est précisé qu'une gestion électronique des documents d'exécution sera demandée à l'entreprise titulaire du marché de travaux. Les avis du coordonnateur SPS devront être remis par l'intermédiaire de cette plateforme. Il est en particulier précisé que le coordonnateur SPS ne recevra pas en version papier les documents d'exécution.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai défini à l'article 7 du présent CCP, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par les entreprises, pour formuler un avis au maître d'ouvrage. Cet avis porte sur le respect des principes généraux de prévention visés par le Code du Travail.

5.4. Phase Travaux

5.4.1. Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur S.P.S. doit remettre au Maître de l'Ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause, il doit participer à toutes les réunions, en particulier de chantier pour les sujets qui le concernent, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

5.4.2. Compte-rendu d'avancement de la mission CSPS

A la fin de chaque mois, il doit remettre au Maître de l'Ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est consultable dans le bureau de chantier.

5.4.3. Cadre général de la mission du coordonnateur SPS en phase de réalisation

Le coordonnateur SPS en phase chantier doit s'assurer, dans le cadre de la mission qui lui est confiée, que l'ensemble des éléments, pièces et documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier soient respectés par les entreprises, afin que les conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération soient réunies (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues):

- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- les obligations de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels en matière de Sécurité et de Protection de la Santé,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs,
- le projet de règlement intérieur du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail.

Le coordonnateur SPS doit s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public.

5.4.4. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal. Il communique au fur et à mesure ces modifications au maître d'œuvre et aux entreprises de travaux.

Le coordonnateur SPS doit harmoniser et intégrer dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) remis par le titulaire du marché de travaux et ses sous-traitants. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux entreprises et au maître d'ouvrage.

La périodicité de ces mises à jour ne devra pas être supérieure à 4 mois.

Les sous-traitants agréés doivent remettre leur PPSPS au coordonnateur avant de pouvoir accéder au chantier.

5.4.5. Coordination des activités - Inspection commune de chantier

Dans les mêmes conditions qu'à l'article 5.2.4, le CSPS, doit procéder avec chaque entreprise susceptible d'intervenir, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

5.4.6. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) :

Le coordonnateur S.P.S. rédige le procès-verbal de réunion du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

Le coordonnateur S.P.S. est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, par les délégués du personnel des

entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

Il dispose d'un délai défini à l'article 7 du présent CCP, pour formaliser ces réponses à compter de la réception de la question.

5.4.7. Mise à jour du dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS doit compléter et adapter le DIUO, dont le contenu a été précisé ci-avant, au fur et à mesure de la remise des études d'exécution ainsi que lors de la remise des dossiers des ouvrages exécutés. Il comporte notamment :

- Le cas échéant le nettoyage des surfaces vitrées en élévation en application de l'article R.4214-2 du Code du Travail ;
- Les dispositions pour faciliter les travaux d'entretien intérieur.

Après la fin des travaux, le coordonnateur SPS communique le DIUO complété au maître d'ouvrage.

5.4.8. Registre Journal de la Coordination (RJC)

Les dispositions définies à l'article 5.1.3 sont applicables de la même manière par le titulaire du marché en phase travaux. Elles sont complétées par les dispositions suivantes.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par la ou les entreprise(s).

Le coordonnateur SPS fait un rapport mensuellement ou dès qu'il le juge nécessaire au maître d'ouvrage des éléments portés au RJC. Ce rapport est à fournir dans les délais indiqués au présent CCP.

5.4.9. Inspections de chantier

Le coordonnateur SPS procède à des inspections de chantier, à une fréquence a minima hebdomadaire, pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans le marché et dans son Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le Plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues dans le CISSCT.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre-journal.

Un extrait du registre journal est adressé aussi tôt que possible à tous les intervenants dès qu'un manquement est constaté.

5.4.10. Accès au chantier

Le coordonnateur S.P.S. ayant déterminé dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, est en charge de rappeler leurs obligations en la matière aux entreprises.

Il procède à des contrôles pour vérifier que ces dispositions sont mises en œuvre et respectées.

Il signale sans délai au maître d'ouvrage toute situation qui lui semble litigieuse.

5.4.11. Interférences avec les activités d'exploitation extérieures à l'ouvrage

Pour les travaux portant sur des ouvrages situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le Maître de l'Ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le chef d'établissement concerné et après concertation avec lui, le coordonnateur S.P.S. propose au Maître de l'Ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du Maître de l'Ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

5.4.12. Autres prestations du coordonnateur SPS

En complément des prestations définies ci-dessus, le coordonnateur SPS doit, pendant la phase réalisation les prestations suivantes :

- Etablissement des statistiques d'accidents de travail ;
- Analyse des rapports d'accidents établis par les entreprises pour proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement ;
- Examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels ;
- Assistance au maître de l'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics.

5.5. Phase réception des travaux

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage (en version papier et numérique) le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) provisoire. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) comporte notamment :

- Tous les documents tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (localisation, durabilité et caractéristiques précises des éléments de sécurité mis en place pour la maintenance) ainsi que le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R.4211-3 du Code du travail. Le dossier de maintenance est élaboré par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission exploitation maintenance ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (élaborée par le coordonnateur SPS) et recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieures sur l'ouvrage.

5.6. Mission durant la garantie de parfait achèvement

5.6.1. Interférences avec les activités d'exploitation

Le coordonnateur SPS doit proposer au maître d'ouvrage les dispositions à soumettre au chef d'établissement pour qu'il arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement pendant leur parfait achèvement, en application de l'article R.4532-14 du Code du Travail.

A chaque intervention d'entreprise (levée de réserves, correction de désordre ou de dysfonctionnement...), le coordonnateur SPS assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

5.6.2. Mise à jour du DIUO à l'achèvement de la période de garantie de parfait achèvement

Dans un délai indiqué à l'article 7 du présent CCP, le coordonnateur SPS doit remettre au maître de l'ouvrage, en trois exemplaires papier et en version numérique, le Dossier d'intervention ultérieure (DIUO) définitif. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

ARTICLE 6 : Modalités d'intervention

6.1. Autorité du coordonnateur SPS

6.1.1. Phase de conception

Le coordonnateur SPS peut intervenir dans toute réunion organisée en phase de conception par le maître d'ouvrage ou son représentant ou par le groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre.

Il peut demander au groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre tout document utile au déroulement de sa mission. Celui-ci est tenu de répondre à cette demande.

Il peut intervenir de la même manière auprès de tous les autres intervenants dans le projet.

Il peut demander au cours de la phase de conception au maître d'ouvrage d'ordonner que des études ou documents soient réalisés, modifiés ou complétés s'il considère que cela est nécessaire à la prise en compte des questions relatives à sa mission, tant en ce qui concerne la phase de réalisation des ouvrages qu'en ce qui concerne leur exploitation ultérieure. Ces demandes qui seront adressées par écrit au maître d'ouvrage seront motivées sur le plan technique et réglementaire.

6.1.2. Phase de réalisation

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage sans délai et, par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Cette information doit être confirmée par écrit (courriel suivi d'un courrier avec accusé de réception).

Pour exercer sa mission, le coordonnateur peut demander tout document utile à la compréhension de la situation ou proposer au maître d'ouvrage qu'une réunion spécifique soit organisée pour définir avec l'entreprise les mesures à prendre.

Dans le cas où il constaterait des situations de danger lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur SPS intervient auprès de l'entreprise générale ou son représentant sur le chantier et auprès des entreprises concernées pour définir avec elles les mesures à prendre pour supprimer le danger. Néanmoins, la décision concernant les suites à donner à son constat demeure de la responsabilité du groupement.

En cas de danger grave et imminent qu'il constaterait, il peut, si cela est la mesure appropriée, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 2 du présent CCP est soumis au maître d'ouvrage.

6.1.3. Moyens donnés au coordonnateur SPS

Les moyens dont le coordonnateur SPS dispose contractuellement sont définis ci-après.

En tout état de cause, si le coordonnateur de sécurité constate à quelque moment que ce soit, que les moyens mis à sa disposition ne sont pas suffisants pour le bon exercice de sa mission, il devra en avertir au plus vite et sous la forme d'un mémoire motivé le maître de l'ouvrage ou son représentant.

6.1.4. Moyens apportés par les prescriptions du CCAP du marché de maîtrise d'œuvre et du marché de travaux

Les CCAP des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux imposent aux titulaires la prise en compte de la mission du coordonnateur SPS et précisent certaines modalités de la coopération à établir entre eux, le coordonnateur SPS et le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur s'appuiera sur ces obligations contractuelles au cours de la réalisation de sa mission et informera le maître d'ouvrage en temps réel des difficultés rencontrées ou manquements des titulaires à cet égard. Il proposera, le cas échéant, un projet de courrier de mise en demeure à adresser par le maître d'ouvrage ou la mise en œuvre de sanctions ou pénalités prévues dans ces marchés.

6.1.5. Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- à tous les documents d'étude et à toutes les réunions concernant la conception des ouvrages ;
- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'ouvrage pour ses différentes réunions. Ce libre accès n'autorise pas le titulaire à utiliser les moyens téléphoniques, télématiques et de reproduction pour les besoins de sa mission et notamment pour la diffusion de documents, comptes rendus, DIUO, etc.

6.1.6. Transmission des documents

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur les documents par voie dématérialisée prévus au présent CCP, sous format Word, Excel ou PDF. Il ne sera pas fourni de document au format papier.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents qui lui sont remis dans le cadre du présent marché.

Tous les rapports seront remis au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre et au conducteur d'opération.

Chaque dossier peut éventuellement faire l'objet de versions provisoires. Le contrôleur technique établira une version corrigée de son document dans les délais mentionnés à l'article 7.

6.1.7. Gestion électronique des documents

La diffusion des documents d'exécution en cours de travaux sera réalisée par un système de gestion électronique des documents, mis en place par le Titulaire du marché de travaux.

Le Titulaire du présent marché devra utiliser ce système pour accéder aux documents d'études et pour diffuser les documents et avis prévus dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Le projet sera également développé en BIM. Le coordonnateur SPS intégrera ses observations en BCF dans la maquette, selon le délai défini à l'article 7 du présent CCP.

6.1.8. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

6.1.8.1. Phase de conception

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS:
 - tous les documents d'étude relatifs à la mise au point de l'esquisse, de l'avant-projet sommaire, des études d'avant-projet définitif et de projet,
 - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - tous les documents d'exécution des ouvrages,

- le calendrier de l'ensemble de l'opération,
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - la copie des déclarations d'accidents de travail,
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et auxquelles il est systématiquement invité. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
 - Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement titulaire du marché de maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc...) et en particulier :
 - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le groupement titulaire en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
 - par le groupement titulaire, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

6.1.8.2. Phase de réalisation

- Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris ceux des travaux de levées de réserves et de parfait achèvement ;
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la copie des déclarations d'accidents de travail ;
 - par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
 - par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- Le maître d'ouvrage prend également toute mesure pour que le coordonnateur SPS soit informé :
 - de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, l'entreprise ou par son responsable de l'Ordonnancement-Coordination-Pilotage du Chantier (OPC) et auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit nécessairement adressée ;
 - il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
 - de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du CCAG-Travaux ;

- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (groupement maîtrise d'œuvre, entreprise, bureau de contrôle technique, consultant technique, etc...) et en particulier :
 - les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par l'entreprise en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
 - tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

6.2. Conditions d'exécution

6.2.1. Changement d'intervenant

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au présent C.C.P.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS - de niveau 1 défini par l'article R. 4532-23 et R. 4532-24 du Code du Travail - doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire (cf. article 13.3 ci-après).

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur SPS, ou son remplaçant à l'occasion d'indisponibilité temporaire. Le mémoire technique identifie précisément ces personnes physiques.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire.

En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du Pouvoir Adjudicateur.

Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS assure - dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage - le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder ou, à défaut, au maître d'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

6.2.2. Déroulement de la mission sur le chantier

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi ou lui a été communiqué, le coordonnateur SPS remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

Un conducteur d'opération pourra être chargé du suivi technique et économique du projet jusqu'à la phase parfait achèvement (cf. article 2). Le CSPS lui fera parvenir copie de tous les documents transmis au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entreprises et aux prestataires.

En tout état de cause le CSPS participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. **A chacune des réunions hebdomadaires de chantier**, il rend compte du respect des mesures de sécurité, de ses observations lors des visites inopinées de la semaine ainsi que des dispositions particulières à prévoir en fonction du planning de l'opération et de tous sujets concernant l'hygiène et la sécurité.

Le CSPS prévoira autant de réunions que nécessaires avec les différents intervenants du chantier. Par ailleurs, le CSPS est tenu de participer à toute réunion sur demande de la maîtrise d'ouvrage. Ces réunions pourront se tenir soit sur le site de projet à Perpignan, soit au siège de l'APIJ, au Kremlin-Bicêtre.

Dès l'ouverture du chantier, le Registre Journal de la Coordination et un exemplaire du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables dans les installations du chantier mis en place par le groupement titulaire.

A la fin de chaque mois « n », il remet au maître d'ouvrage, avant le 5 du mois « n+1 », un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et notamment :

- le nombre, la fréquence et le temps de présence sur le chantier ventilés entre les réunions, les visites systématiques et les visites inopinées, les inspections communes,
- les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) et/ou leurs compléments,
- les compléments apportés au RJC,
- le nombre de remarques et d'observations classées par thèmes,
- les incidents ou accidents et le taux de gravité des accidents,
- les versions successives du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO).

ARTICLE 7 : Délai et pénalités

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI si le pouvoir adjudicateur constate la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de sa mission dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. La décision est prise par celui-ci et notifiée au titulaire.

Le tableau ci-après fixe, pour les principaux éléments de mission, des délais (en semaines ou jours calendaires), leurs points de départ et les montants des pénalités en cas de retard, par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités citées ci-dessous sont applicables au titulaire sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas révisées.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage. Les délais et pénalités applicables en cas de retard ou de manquement sont récapitulés dans le tableau suivant :

Élément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Phase conception			
Avis sur l'esquisse)	14 jours	Réception des documents	100 € par jour calendaire de retard
Indication des modalités pratiques de coopération avec les autres intervenants	14 jours	Notification du marché de MOE	100 € par jour calendaire de retard
Ouverture et remise du registre journal de la coordination (RJC)	20 jours	Demande du pouvoir adjudicateur	100 € par jour calendaire de retard
Avis sur les documents d'études (AVPS, AVPD, PRO)	14 jours	Réception des documents	100 € par jour calendaire de retard
Première remise du PGCSPS	20 jours	Réception de l'APS	100 € par jour calendaire de retard
Remise à jour du PGCSPS au fur et à mesure des études	20 jours	Réception de l'AVPD, puis du PRO	100 € par jour calendaire de retard
Remise du projet de de DIUO et du projet de règlement du CISSCT, sur la base du PRO	20 jours	Réception du PRO	100 € par jour calendaire de retard
Avis sur le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	14 jours	Réception des documents constituant le DCE	100 € par jour calendaire de retard
Rapport d'analyse des offres des entreprises	14 jours	Réception des offres par le titulaire	100 € par jour calendaire de retard
Analyse des documents issus de la phase de mise à point de l'offre retenue	10 jours	Réception des documents par le titulaire	100 € par jour calendaire de retard

Élément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Phase préparation du chantier			
Passation des consignes entre la phase conception et la phase réalisation.	14 jours	Validation du PRO par le maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire de retard
Proposition sur la constitution du Collège Interentreprises de Sécurité (CISSCT)	14 jours	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	100 € par jour calendaire de retard
Envoi du procès-verbal de la séance d'adoption du règlement du collège aux autorités compétentes	14 jours	Séance du CISSCT concernée	100 € par jour calendaire de retard
Fourniture de la déclaration préalable	7 jours	OS de démarrage de la période de préparation du chantier, pour un envoi par le maître d'ouvrage au plus tard avant le début contractuel des travaux	300 € par jour calendaire de retard
Dossier DIUO mis à jour	14 jours	OS de démarrage de la période de préparation du chantier	100 € par jour calendaire de retard
Phase travaux			
Avis sur les documents d'exécution des ouvrages (EXE)	10 jours	De leur réception	100 € par jour calendaire de retard
Programme prévisionnel d'intervention sur le chantier	14 jours	De la réception du programme d'exécution des travaux	100 € par jour calendaire de retard
Organisation de la visite d'inspection commune initiale du chantier	7 jours	à compter de la date de demande d'organisation de la visite d'inspection commune par le maître d'ouvrage.	300 € par jour calendaire de retard
Compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et des éléments portés au RJC	7 jours	Suivant la fin de chaque mois et pendant la durée des travaux	100 € par jour calendaire
Envoi d'un extrait du registre journal	2 jours	Constatation d'un manquement d'un intervenant	300 € par jour calendaire de retard
Mise à jour du PGCSPS	20 jours	La périodicité des mises à jour au regard des PPSPS ne devra pas être supérieure à 4 mois.	100 € par jour calendaire de retard
Procès-verbaux des réunions du CISSCT	3 jours	Tenue de la réunion	100 € par jour calendaire de retard
Réponses écrites aux observations formulées par le CISSCT	5 jours	Réception de la question	100 € par jour calendaire de retard
Transmission de l'analyse des rapports d'accident transmis par les entreprises	2 jours	Réception du rapport d'accident	300 € par jour calendaire de retard
Transmission de l'examen des mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels	7 jours	Réception des demandes des organismes officiels	300 € par jour calendaire de retard

Élément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
Transmission des statistiques d'accidents du travail	7 jours	Dernier jour ouvré du mois	100 € par jour calendaire de retard
Phase réception des travaux			
Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) avec bordereau d'envoi- Version provisoire si les DOE n'ont pas été fournis à temps	30 jours	La date de réception partielle des ouvrages	300 € par jour calendaire de retard
Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)	30 jours	Remise du DOE définitif	300 € par jour calendaire de retard
Phase parfait achèvement			
Transmission des dispositions à soumettre au chef d'établissement pour arrêter les conditions particulières d'exploitation	7 jours	Réception de la demande du maître d'ouvrage	100 € par jour calendaire de retard
Communication du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO) – version définitive avec bordereau d'envoi		A remettre au plus tard 1 mois avant la fin de la garantie de parfait achèvement	300 € par jour calendaire de retard
Toutes phases			
Passation des consignes entre 2 coordonnateurs sous forme de procès-verbal	14 jours	A compter de la demande de la personne publique et avant toute intervention du nouveau coordonnateur	100 € par jour calendaire de retard
En cas de non-respect des autres délais			100 € par jour calendaire de retard
En cas de non tenue du registre journal de la coordination (RJC)			100 € par manquement constaté
En cas de non-respect de la fréquence hebdomadaire des inspections de chantier			300€ par manquement constaté
Absence à une réunion de chantier et à une réunion spécifique à laquelle le titulaire est dûment convoqué			300 € par absence constatée
Cas où le titulaire aurait toléré ou omis de signaler au maître d'ouvrage l'intervention sur le chantier de travailleurs qui ne sont pas salariés d'une entreprise titulaire d'un marché, d'un sous-traitant agréé ou d'un fournisseur autorisé à pénétrer			1 000€ par infraction constatée

Élément de mission ou livrable	Délai (en jours calendaires)	Point de départ du délai	Pénalités en cas de retard ou de manquement
ponctuellement sur le chantier,			
En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP (*)			300 € par manquement constaté, puis par jour calendaire de retard pour la régularisation de la situation
Cas où le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail			1000 € par situation irrégulière constatée
En cas de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité détaillées à l'article 4 du présent CCP			500 € par manquement constaté, puis par jour calendaire de retard pour la régularisation de la situation
Intégration des observations du CSPA en BCF dans la maquette BIM.	7 jours	à compter de la communication par le MOE/MOA de la maquette mise à jour.	100 € par jour de retard

Nota : En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 17 du présent CCP, le pouvoir adjudicateur mettra parallèlement en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur.

CHAPITRE II : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 8 : EXECUTION DU MARCHÉ

8.1. Modalités d'exécution

Le démarrage des missions est déclenché par la notification du marché au titulaire.

8.2. Validation des documents et avis remis par le titulaire

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, la décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis telles que requis au titre des éléments définis au sein de la DPGF doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception par l'APIJ du document ou avis à réceptionner. Cette validation peut être donnée par tout moyen. L'absence de validation du maître d'ouvrage dans le délai ne vaut pas validation tacite.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'APIJ dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.3. Achèvement de la mission

Les interventions du coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement du marché de travaux, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux 2021). Cette période, d'une durée initiale de quatorze (14) mois, peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur. Dans cette hypothèse, dont le CSPA sera avisé, ses obligations contractuelles seront maintenues pendant la durée de cette prolongation.

L'achèvement de la mission du titulaire fera l'objet d'un procès-verbal établi sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, signé par le pouvoir adjudicateur, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE III : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 9 : Prix

9.1. Répartition des prix

En cas de groupement, le cadre de la répartition des montants des prestations à régler (DPGF), remis dans l'offre du titulaire, indique la part qui doit être réglée respectivement au titulaire du présent marché, à ses cotraitants.

9.2. Contenu des prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est établi hors TVA. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Le prix fixé au marché rémunère toutes les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaires à l'accomplissement de la mission.

Le prix est réputé comprendre l'ensemble des mesures et des dispositifs destinés à assurer le respect des obligations de sécurité définies à l'article 4 ci avant.

9.3. Variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées ci-après et en fonction de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" indiqué dans l'acte d'engagement.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie - ING publié au bulletin officiel du Ministère de l'Équipement.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n - 4 / I_0 - 4)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les dernières valeurs connues prises par l'index respectivement au mois zéro moins 4 mois et au mois de réalisation des prestations moins quatre mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte (ou d'un paiement partiel définitif) est supérieure à 1 mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes ou des paiements partiels définitifs.

9.4. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

9.5. Clause de réexamen relative à la prolongation du marché

En application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le montant du présent marché peut être revu à la hausse pour la réalisation de prestations complémentaires selon les conditions précisées ci-après aux § 9.5.1 et 9.5.2 du présent CCAP.

Ces prestations complémentaires seront de même nature que celles prévues dans le marché initial et feront l'objet d'un ou plusieurs ordres de service visant à en préciser la nature, l'étendue et le montant.

Toute modification du marché faite au titre du présent article du CCAP sera systématiquement concrétisée par voie d'avenant.

9.5.1. En phase conception :

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de reprise d'études de conception résultant de l'ajournement ou du rejet des études produites par le groupement ou encore d'une évolution des normes, réglementations et référentiels applicables.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées et sera établie sur la base des prix unitaires et forfaits journaliers figurant dans l'offre du titulaire, sans que son montant ne puisse excéder le montant forfaitaire de l'élément de mission en cours (missions 4 à 6).

9.5.2. En phase travaux :

Une rémunération complémentaire sera accordée au titulaire pour les prestations rendues nécessaires en cas de prolongation de la durée du chantier actée par le pouvoir adjudicateur et pour des motifs non imputables au titulaire et ayant pour conséquence une augmentation du délai de la mission 13 relative au « suivi des travaux et intervention sur le chantier » par rapport au délai fixé dans le marché pour la réalisation de cette mission.

Cette rémunération complémentaire correspondra aux coûts des prestations réellement exécutées lors de cette prolongation. Le coût mensuel moyen de cette rémunération complémentaire ne saurait excéder le coût mensuel moyen de la mission 13 indiqué dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : Modalités de règlement

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

Le titulaire du marché sera informé de la mise en place de ce système par le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception. L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système feront l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée.

10.1. Avance

L'option A prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la commande publique, une avance sera versée au titulaire, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est calculé conformément aux dispositions de l'article R2191-5 du Code de la commande publique.

Le paiement de cette avance interviendra dans le délai de 30 jours à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du premier élément constitutif de la mission.

Le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des demandes d'acompte présentées par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Son montant ne sera ni révisable, ni actualisable.

En cas de cotraitance avec paiements séparés, le présent article s'appliquera à chacune des parts de la répartition visée à l'acte d'engagement.

10.2. Acomptes et solde

- Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels. Toutefois les acomptes correspondront pour chaque élément de mission au plus à 80% du montant des missions 0 à 11 (phases études) et 14 à 15 (phases OPR et GPA) indiquées dans la DPGF,
- 90% du montant des missions 12 et 13 (examen des documents d'exécution et examen sur chantier) indiquées dans la DPGF.

Le solde de chaque élément de mission pourra être versé à l'issue des vérifications et après décision du pouvoir adjudicateur, qui pourra valider la réalisation des prestations par tout moyen.

10.2.1. Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire dans EDIFLEX. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors T.V.A.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom du titulaire,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé,
- Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,

- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises,
- Le numéro SIRET,

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance forfaitaire,
- d) les pénalité et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A.,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

Après exécution des prestations de la dernière phase, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

10.2.2. Décompte final

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

10.2.3. Décompte général - Montant du solde - Solde

Le pouvoir adjudicateur établit l'état de solde faisant ressortir :

- a) la différence entre le montant du décompte final ci-dessus et le montant du décompte antérieur,
- b) l'effet de la révision appliqué sur le montant ci-dessus,
- c) les pénalités et réfections éventuelles,
- d) l'incidence de la T.V.A.
- e) le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c) et d) - ci-dessus.
- f) Le pouvoir adjudicateur établit ensuite le décompte général qui comprend : le décompte final, l'état de solde, la récapitulation des acomptes périodiques et du solde. Sur la base du résultat de cette dernière récapitulation, le décompte général est notifié au titulaire, qui le retourne signé avec ou sans réserves.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application des pénalités ou de réfections.

10.2.4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants :

a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

b) Pour les sous-traitants

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation produite sous EDIFLEX et jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le titulaire mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

10.3. Délais de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours maximum, à compter de leur réception.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires selon la réglementation et le taux en vigueur.

CHAPITRE IV : DIVERS

ARTICLE 11 : Assurances

11.1. Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

11.2. Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir ses responsabilités civile et décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité décennale et civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

ARTICLE 12 : Arrêt de l'exécution du marché

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des missions définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : Résiliation du marché

13.1. Résiliation du marché

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du CSPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 12 du présent CCP emporte résiliation du marché sans indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 36 à 41 du CCAG-PI.

13.2. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application du 40 du CCAG-PI, pour la partie résiliée est fixé à 1%.

13.3. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2341-1 et L2341-5 du Code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure conformément aux dispositions de l'article L2341-6 du Code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 8822-5 ou R. 8822-7 et R. 8822-8 du code du travail conformément au code de la commande publique, le marché sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure notifiée par écrit au titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours et restée sans effet.

13.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 : Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent préalablement à rechercher les voies d'un accord amiable dans le cadre de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 15 : Exclusivité – conflits d'intérêts

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout évènement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et./ou leur politique commerciale.

Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux.

ARTICLE 16 : Obligations du titulaire au titre du détachement des salariés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

ARTICLE 17 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

Le titulaire du marché est tenu de remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221_2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

ARTICLE 18 : Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à article 1er du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.